

---

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 25 septembre 2023  
Régulièrement convoqué le 15 septembre 2023

Le 25 septembre 2023 à 18 heures

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Laurent CHAUVEAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM (arrivé à la 3.00), Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT (arrivée à la 4.00), Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Karim OUMEDDOUR, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY (arrivé à la 0.00), M. Jean-Frédéric FABERT (arrivé à la 2.02), M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED (arrivé à la 0.00), Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Pouvoirs :** M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Norbert GRAVES), M. Jacques ROCCI (pouvoir Mme Anne BELLE), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir Mme Florence VINENT), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU), M. Julien DECORTE (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, (pouvoir Mme Ghislaine SAVIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Corentin CATELLA (pouvoir M. Laurent CHAUVEAU),

**Absent(e)s :** M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Jacques SÉBILLE,

**Secrétaire de Séance :** Mme Emeline MEHUKAJ

## 2.03 - ADHÉSION À LA CENTRALE D'ACHAT DU RESAH

Monsieur Norbert GRAVES, Conseiller municipal, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Le Resah (Réseau des acheteurs hospitaliers) est un groupement d'intérêt public (G.I.P.), créé en 2007, dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur de la santé, public et privé non lucratif. Il est désormais ouvert aux collectivités locales et constitue une solution d'achats mutualisés pour tous les acheteurs publics de France.

Cette centrale d'achat, au sens de l'article L2113-2 du Code de la commande publique, propose ainsi un grand nombre d'accords-cadres couvrant des domaines susceptibles de répondre aux besoins de la ville de Montélimar :

- matériel d'infrastructure informatique ;
- solution de télécommunication ;
- solution de cybersécurité ;
- mobilité verte ;

- défibrillateurs ;
- solution d'impression ;
- mobilier de bureau ;
- location de véhicules.

Le périmètre couvert est amené à évoluer et s'étendre à d'autres segments d'achats.

L'adhésion de la Ville de Montélimar à cette centrale d'achat pourra permettre :

- d'obtenir une économie financière liée à la massification des achats à l'ensemble des adhérents de la centrale ;
- de garantir un respect des règles de la commande publique tout en simplifiant la passation des commandes.

L'adhésion à la centrale d'achat n'emporte pas obligation de commande par son intermédiaire ; il s'agit d'une possibilité pour la ville de Montélimar d'y recourir.

Il est donc proposé d'approuver la demande d'adhésion de la ville de Montélimar à la Centrale d'Achat du Resah pour un montant de cotisation de 600,00 € nets de taxe au titre de l'année 2023 étant précisée que l'adhésion sera renouvelée tacitement chaque année avec un tarif révisé.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-2 et suivants ;

Vu les conditions d'adhésion au Resah figurant sur le bulletin d'adhésion ;

Après avoir entendu l'exposé précédent ;

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

### **DÉCIDE :**

- **D'APPROUVER** l'adhésion de la ville de Montélimar à la centrale d'achat du Resah dans les conditions figurant au bulletin d'adhésion,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le bulletin d'adhésion,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,  
Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 26 septembre 2023

Le Maire,  
Julien CORNILLET

La secrétaire de séance  
Emeline MEHUKAJ

